



Déclaration du Conseil des Mosquées du Rhône

A la suite de l'agression subie ce matin par un jeune lycéen de 17 ans à Décines-Charpieu

L'agression d'une violence extrême subie ce matin par un jeune lycéen de 17 ans à Décines-Charpieu n'est ni un accident, ni un fait isolé, ni une dérive imprévisible. Elle est le résultat direct d'un climat de haine construit, entretenu et banalisé.

Un enfant a été attaqué, insulté, rasé, lacéré, marqué dans sa chair parce qu'il est perçu comme arabe et musulman. Ce passage à l'acte n'est pas né dans le vide. Il s'inscrit dans un contexte où l'islamophobie est devenue socialement tolérable, politiquement rentable et médiatiquement banalisée.

Depuis des années, des responsables politiques désignent l'islam et les musulmans comme un problème à résoudre. Des médias relaient sans distance des discours de peur, d'amalgame et de suspicion permanente. Des institutions refusent de nommer l'islamophobie, la relativisent ou la nient. Tout cela a un prix. Aujourd'hui, ce prix est payé par un adolescent de 17 ans.

Le Conseil des Mosquées du Rhône affirme avec gravité :

Quand on laisse prospérer l'idée que les musulmans seraient une menace, certains se sentent autorisés à les humilier, à les frapper, à les terroriser. Ce matin, ce ne sont pas seulement trois agresseurs cagoulés qui ont frappé. C'est un climat entier qui a rendu cette violence possible.

Nous refusons désormais les faux-semblants, les indignations tardives et les appels abstraits au calme. Nous refusons que l'on demande systématiquement aux victimes de faire preuve de retenue pendant que les responsables continuent à alimenter la haine.

Nous exigeons :

- que le caractère raciste et islamophobe de cette agression soit reconnu sans ambiguïté,
- que la justice agisse avec une fermeté exemplaire,
- et que cesse immédiatement l'instrumentalisation politique de l'islam et des musulmans.

Le Conseil des Mosquées du Rhône met en garde : persister dans le déni, la stigmatisation et le silence, c'est accepter que d'autres agressions se produisent. C'est accepter que d'autres enfants soient pris pour cibles.

La République ne peut pas, d'un côté, proclamer l'égalité et, de l'autre, tolérer qu'une partie de ses enfants vive dans la peur. Si elle ne protège pas tous les siens, alors ce ne sont pas seulement des individus qui faillissent, mais un système tout entier.

Le Conseil des Mosquées du Rhône refuse que la peur devienne la norme et que l'impunité s'installe. Nous appelons à une réaction claire, ferme et immédiate des autorités, ainsi qu'à une mobilisation réelle contre toutes les formes de racisme.

La dignité humaine n'est pas négociable. La sécurité de nos enfants non plus.

Lyon le 20 janvier 2026

Pour Le Conseil des Mosquées du Rhone

Kamel KABTANE

Président